



Sur le bâillonnement de Julian Assange

Par [John Pilger](#), [Christine Assange](#), [Dennis Bernstein](#), et [Randy Credico](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Mondialisation.ca, 16 avril 2018

Radio Pacifica / Information Cleaning House

Le 30 mars, M. Peter Koenig, dans [un article sur l'expulsion en masse des diplomates russes](#), écrivait ce qui suit :

« Ajoutant l'injure à l'insulte, le nouveau président de l'Équateur, Lenin Moreno, a depuis quelque jours, réduit au silence Julian Assange, responsable de Wikileaks, réfugié politique à l'ambassade d'Équateur depuis 2012. Assange ne peut plus communiquer avec quiconque, sous quelque forme que ce soit, et ne peut plus recevoir de visiteurs. La raison officielle d'après Moreno - traître à son peuple s'il en fut - est qu'Assange a tweeté une protestation contre l'arrestation, en Allemagne, de l'ex-dirigeant de la Catalogne Carles Puigdemont. Moreno a condamné Assange à l'isolement total à l'intérieur de l'ambassade équatorienne. Qui a donné à Moreno l'ordre d'agir de la sorte ? - Eh bien, je vous le laisse deviner. Ce qui est sûr, c'est que Moreno est devenu une pute, comme le sont la plupart des « dirigeants » occidentaux.



Mais la véritable raison est sans doute la sévère critique d'Assange envers le gouvernement britannique, en particulier Theresa May et son ministre des Affaires étrangères, pour les accusations vitrioliques injustifiées et les calomnies qu'ils ont proférées envers la Russie en général et le président Poutine en particulier, dans l'affaire des poisons « Skripal ». Assange ne peut pas quitter l'ambassade, sous peine d'être arrêté et extradé vers les États-Unis, où il encourt la torture et même pire, probablement la peine de mort. »

Traduction : c.l. pour [Les Grosses Orchades](#).

Le légendaire cinéaste et journaliste John Pilger et Christine Assange, mère de Julian Assange, se sont entretenus avec Dennis J. Bernstein et Randy Credico le 5 avril, sur la

dernière tentative en date de réduire au silence le fondateur de Wikileaks.

John Pilger, Christine Assange, Dennis J. Bernstein, Randy Credico - *I.C.H.*

Après non loin de six ans d'exil terré dans l'ambassade d'Équateur au cœur de Londres, le fondateur de Wikileaks et rédacteur en chef visionnaire Julian Assange vient de recevoir un nouveau coup bas ; Assange, qui a été exonéré de toutes les accusations dont il faisait l'objet, est désormais détenu au secret à l'intérieur de la minuscule ambassade, dans le quartier de Knightsbridge, à Londres.

Cette dernière agression contre Assange, ce débranchement de ses derniers instruments de communication, met ouvertement au défi les activités éditrices de Wikileaks et sabote le travail capital de ce service incroyablement important de publication de l'information à l'échelle de la planète.

Pendant ce temps, les gouvernements US et UK poursuivent leur démonisation bruyamment orchestrée d'Assange, qui fait désormais partie intégrante du frénétique « Russiagate » déchaîné en vue d'une nouvelle guerre froide et peut-être d'une IIIe guerre mondiale. En effet, les USA et le Royaume Uni continuent de le menacer. Aux États-Unis, certains sénateurs et l'actuel directeur de la CIA en passe de devenir Secrétaire d'État (Mike Pompeo) veulent qu'Assange soit condamné pour trahison et mis publiquement à mort. Ils menacent de l'arrêter, en violation flagrante de deux résolutions des Nations Unies et de leurs propres lois, dès qu'il mettra un pied hors de l'ambassade

Change.org a dit, dans une déclaration accompagnant une pétition de soutien à Assange :

« C'est avec la plus grande inquiétude que nous avons appris que Julian Assange a été privé de l'accès à Internet et du droit de recevoir des visiteurs à l'ambassade d'Équateur à Londres. Seules des pressions extraordinaires de la part des gouvernements US et espagnol peuvent expliquer pourquoi les autorités équatoriennes ont pu prendre ces mesures affreuses et isoler ainsi Julien. Nous exigeons que l'isolement de Julian Assange cesse IMMÉDIATEMENT ! »

Dans les interviews qui suivent du célèbre journaliste et cinéaste John Pilger et de Christine Assange, mère du fondateur de Wikileaks, nous tentons de faire la lumière sur le cas fondamental de Julian Assange et de rappeler pourquoi il faut absolument qu'il soit affranchi de toute nouvelle persécution, de sorte qu'il puisse poursuivre sans entraves l'énorme travail qu'a accompli Wikileaks, qui est un des éditeurs les plus remarquables des lanceurs d'alertes anti-gouvernementales de l'histoire moderne.

Dennis Bernstein : Donc, il y a eu quelques changements à l'ambassade. Ils ont coupé l'Internet à Julian, son véritable lien vital. Il vit dans cette toute petite chambre depuis tant d'années, et voilà qu'ils essaient de la rendre encore plus petite. Pourriez-vous nous dire ce qui, à votre avis, est en train de se passer ? Lui avez-vous parlé ?

John Pilger : Non, je n'ai pas parlé à Julian. Ce n'est pas possible. Ils ont fait plus que lui couper l'Internet, ils lui ont aussi coupé le téléphone. Les autorités équatoriennes ont mis l'interdit sur toutes les formes de communication à l'ambassade. Ce qui est peut-être le pire de tout, on lui interdit de recevoir des visiteurs. Je sais que ses avocats doivent se réunir aujourd'hui et il se peut qu'ils rencontrent les Équatoriens. Je ne sais absolument rien

d'autre.

Vous imaginez sans peine l'effet que de telles mesures peuvent avoir sur quelqu'un qui est bel et bien emprisonné dans un espace très réduit, sans lumière du jour, depuis pas loin de six ans aujourd'hui. C'est tragique, et cela vient d'un petit pays qui a reconnu la justice dans le cas d'Assange et qui lui a donné l'asile politique.

Tout en n'excusant pas les décisions de ce gouvernement, il nous faut reconnaître qu'elles ont été prises sous la pression directe des États-Unis, qui s'y entendent à faire régresser tant de gouvernements soi-disant progressistes en Amérique latine. Ils ont coupé les communications à Julian juste un jour après que l'Équateur ait reçu une délégation du *US Southern Command*, le bras du Pentagone en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Le gouvernement de l'Équateur a essayé à peu près tout pour que justice soit faite à Julian. Il a négocié avec le gouvernement britannique pour que Julian puisse sortir de l'ambassade avec un sauf-conduit. On ne lui accorde même pas le droit de passage vers un hôpital.

Cette cruauté particulière est exercée sur Julian parce qu'il est l'incarnation de tout ce qui manque si absolument d'un bout à l'autre du spectre politique, dans les pays occidentaux. Il est devenu l'« ennemi » des gouvernements à l'Ouest.

Lui enlever son droit de communiquer est une agression contre la liberté d'expression en soi. C'est nous attaquer, nous, autant que lui. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi délibérément courageux que Julian. Ne sont pas du tout courageuses, en revanche, les prétendues oppositions, dont le silence rend sourd.

Dennis Bernstein : Assange est une sorte très spéciale d'éditeur, qui pèse véritablement sur l'histoire et sur la manière dont nous nous en souviendrons. Mais il existe un chœur cynique de « journalistes » d'entreprise qui se moquent de ceux qui disent la vérité. C'est presque ridiculement démodé, maintenant, de dire la vérité, de rapporter honnêtement des faits.

John Pilger : C'est tout à fait exact. Je suis journaliste depuis très longtemps et j'ai toujours estimé que le journalisme impose une certaine obligation d'avoir à trouver les moyens de dire la vérité. De déterrer les faits et de les livrer au public. Il en était ainsi bien longtemps avant qu'on se mette à parler de journalistes d'investigation, parce que tout journalisme devrait être d'investigation et devrait avoir pour objet de trouver la vérité et de la mettre au jour.

Julian Assange est maltraité de cette façon précisément parce qu'il fait ce que tout véritable journaliste devrait faire. Il trouve la vérité sur ceux qui essaient de manipuler et de contrôler nos vies, et, en disant la vérité, il les met en situation d'avoir à rendre des comptes. Pour cela il est soumis à une forme de torture. Être privé de tout contact est une forme de torture.

Julian a besoin de notre soutien de façon plus urgente que jamais.

Randy Credico : Entre nous, nous avons participé à cent programmes sur Julian Assange. John, vous avez donné le coup d'envoi le 1^{er} avril de l'année dernière. J'étais si convaincu alors qu'il allait sortir de ce pétrin. Quelques mois plus tard, la Suède a abandonné ces accusations bidon contre lui. Où voyez-vous aller les choses, à partir d'ici ?

John Pilger : Ce qui arrive à Julian fait partie d'une campagne très agressive contre la démocratie, contre la dissidence. À l'heure actuelle, cette campagne entre dans une phase critique.

On assiste à une provocation massive contre la Russie. Nous nous retrouvons avec le plus grand déploiement militaire depuis la IIe guerre mondiale aux frontières occidentales de la Russie. En même temps, nous avons le plus grand déploiement militaire depuis la IIe guerre mondiale dans le Pacifique. Le problème, ici, c'est que la domination des États-Unis est mise en question. C'est ce qui est si intolérable.

Cette campagne pour provoquer les deux puissances de la Russie et de la Chine atteint une sorte de masse critique. C'est très dangereux. On parle beaucoup d'une guerre commerciale. Ce dont on devrait parler, c'est de la perspective d'une guerre frontale. Les provocations à l'égard de la Russie sont en ce moment si extrêmes.

Cette histoire Skripal en Angleterre s'est révélée, depuis un jour ou deux, avoir été montée de toutes pièces. Les rapports des laboratoires ont coupé l'herbe sous les pieds à tout l'*establishment* sécuritaire britannique, en disant qu'il n'existait pas de preuve de l'implication de la Russie dans cette affaire. Toute cette prétendue attaque est un aberrant coup monté. Mais pourquoi ?

Il fait partie d'une campagne quasiment inexorable pour en arriver à un tel point avec la Russie que les Russes soient forcés d'y répondre militairement. C'est ainsi que les guerres commencent. Je crois qu'il y a plus de danger maintenant qu'il n'y en a jamais eu à aucun moment de la première guerre froide

Ce à quoi nous assistons ici, c'est à la phase finale d'une longue campagne contre Wikileaks, dont le but est de criminaliser le journalisme. Un document de 2008 que Wikileaks a publié montrait clairement qu'un organisme, à l'intérieur du Pentagone, avait établi un plan d'action en ce qui concernait Wikileaks. La stratégie arrêtée consistait à détruire la confiance du public en Wikileaks et à détruire son éditeur. C'était le plan il y a dix ans, et c'est ce plan qui continue d'être mis en œuvre aujourd'hui.

Ce document dit très clairement que la menace vient de la vérité. Wikileaks a fait son apparition cinq ans après l'invasion de l'Irak, laquelle a été déclenchée après que le gouvernement ait menti sur les armes de destruction massive. Ce mensonge a servi à justifier l'invasion de l'Irak. L'invasion de l'Irak a tué plus d'un million de personnes et provoqué la fuite du pays de quatre millions d'autres.

L'affaire d'empoisonnement de Salisbury a tout à fait l'air d'un mensonge de même nature. Mais nous ne parlons plus, cette fois, de guerre avec un pays du moyen Orient. Nous parlons de guerre avec la seconde puissance nucléaire du monde.

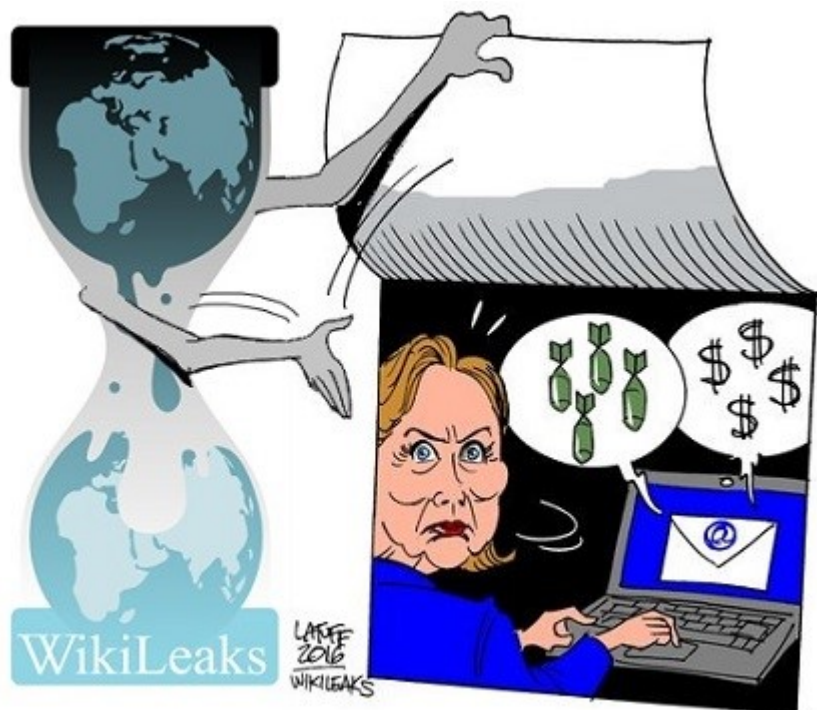
Dennis Bernstein : S'agit-il d'un nouvel incident du Golfe du Tonkin ?

John Pilger : Le golfe du Tonkin paraît plutôt bénin, comparé à certains des coups montés qui ont conduit à des guerres depuis lors. J'ai peur que celui-ci serve de justification non à une invasion mais à une espèce de guerre de constante intimidation.

Mais, comme Poutine l'a fait clairement savoir, la Russie n'a pas l'intention d'accepter ce jeu. Tout cela frise la démence collective et ne peut finir que dans la guerre la plus monstrueuse imaginable, une guerre qui dévasterait, des deux côtés, les pays les plus

exposés comme la Grande Bretagne. Ceux qui osent se dresser contre cela doivent bien sûr être balayés, les plus éminents étant Julian Assange et Wikileaks.

Quand on se souvient de 2016 et des e-mails divulgués de John Podesta, qui révélait le lien direct entre la Fondation Clinton et le jihadisme organisé au Moyen-Orient, on se rend compte que cette révélation en disait plus sur les machinations d'une grande puissance que n'importe quoi d'autre qui ait été publié en bien des années.



On peut dire la même chose de la révélation par Wikileaks des meurtres collatéraux divulgués par Brad (Chelsea) Manning. Cette simple vidéo a eu le pouvoir d'informer les peuples du monde entier sur la manière dont leurs gouvernements mènent les guerres. Elle a changé ou renforcé la perception qu'en avaient des millions de gens. Une guerre a été déclarée à cette sorte de journalisme.

Randy Credico : Vous pouvez voir ce clip dans le documentaire de John Pilger *The War You Don't See* [« La guerre que vous ne voyez pas », ndt].

John Pilger : Ce film, que j'ai fait en 2013, consiste principalement en interviews que j'ai faites d'éminents journalistes *mainstream* des deux côtés de l'Atlantique. Leur message collectif a été que, si les médias n'avaient pas fait écho en les amplifiant aux tromperies et aux mensonges des gouvernements, il y a de fortes chances pour que cette guerre n'eût jamais eu lieu, et toutes ces personnes massacrées seraient encore en vie aujourd'hui, ISIS n'existerait pas et il pourrait même y avoir le début d'une sorte d'espoir au Moyen Orient.

Nous ne devrions pas l'oublier quand nous pensons à la situation actuelle, alors que les gouvernements occidentaux s'acharnent à provoquer la Russie et la Chine. Nous avons 400 bases militaires autour de la Chine, mais vous n'en entendez pratiquement pas parler par les médias. La Russie est littéralement encerclée. Si les gens n'apprennent pas ces incroyables vérités, rien ne sera fait.

Dennis Bernstein : C'est exactement pourquoi nous avons tellement besoin de l'information structurée que livre Assange. Et c'est exactement la cause pour laquelle ils veulent le mettre hors du chemin.

Christine Assange

Cette interview de la mère d'Assange, Christine Assange, fait partie d'une série d'émissions de Radio WBAJ [Caroline du Sud, ndt] produites par Randy Credico : *Live on the Fly* [« Vivre à la volée », ndt]. *Flashpoints* [« Point d'éclair », ndt], sur Radio Pacifica [Californie, ndt], a joint ses forces à celles de *Live on the Fly* pour continuer à travailler et lutter pour faire libérer notre frère journaliste et combattant de la liberté Julian Assange.

L'interview de Christine Assange par Credico et Bernstein a été diffusée sur les ondes de Radio Pacifica Nationale, le 5 avril.

Dennis Bernstein : Randy et moi avons espéré que ceci serait l'occasion de fêter quelque chose et d'avoir Julian sur l'autre ligne. Malheureusement, il n'en est rien. Pourriez-vous nous mettre au courant de la situation, nous dire où en sont les choses ?

Christine Assange : John (Pilger) a dit que nous en sommes à un stade très critique avec la Russie, à cause de la propagande faite autour de cet empoisonnement au Royaume Uni. On a découvert qu'il n'avait rien à voir avec la Russie.

Je voudrais dire que nous en sommes aussi à un stade critique en ce qui concerne la vie et la liberté de Julian. Les deux situations sont liées. Par exemple, le jour avant que les communications de Julian avec l'extérieur soient coupées, un membre du Parlement anglais a demandé : « Est-ce qu'il ne serait pas grand temps que nous passions à l'action contre l'ambassade équatorienne ? ». Il n'appréciait pas ce que Julian a tweeté sur la réaction du gouvernement britannique à l'affaire de Salisbury

Les doutes de Julian se sont avérés justifiés, puisque le laboratoire de Porton Down affirme à présent catégoriquement qu'il n'existe pas de preuves reliant la Russie à l'affaire. En même temps, Julian avait été invité à apporter des preuves sur les affaires Cambridge Analytica et Facebook, ce qui fait qu'il y avait aussi ces puissants motifs de vouloir le faire taire.

Entretemps, l'armée US s'invitait en Équateur, où elle était venue augmenter la pression pour obtenir que Julian soit livré aux États-Unis. Nous le savons, parce que l'ex-ambassadeur Craig Murray a révélé que les USA ont dépensé 87 millions de dollars pour tenter de renverser le président Rafaël Correa, parce qu'il avait accordé l'asile politique à Julian devant les menaces qui pesaient sur sa liberté et sur sa vie.

Maintenant, la pression s'exerce sur le nouveau président (Lenin Moreno). Dès avril 2017, les États-Unis étaient en position de vouloir s'en prendre à Julian. Et tous en étaient. Pompeo, qui vient d'être promu Secrétaire État, veut arrêter Julian une bonne fois pour toutes. John Bolton, qui vient d'être nommé Conseiller à la Sécurité Nationale, a déclaré que le gouvernement devrait faire une cyberguerre à Wikileaks pour avoir divulgué les e-mails Clinton et le scandale du piratage de la CIA. En 2010, Trump a dit que ceux qui étaient responsables du dévoilement Wikileaks devraient être condamnés à mort.

Dennis Bernstein : Ce n'est pas surprenant que tout soit mis en œuvre pour faire taire Julian Assange dans le contexte du scandale de Salisbury. La machine Clinton n'en finit pas d'attiser les flammes de ce Russiagate et semble disposée à risquer la IIIe guerre mondiale pour prouver que Hillary n'a pas perdu l'élection parce qu'elle était une candidate abominable.

Christine Assange : Julian était aussi en train d'informer honnêtement sur ce qui se passait en Catalogne, ce qui aux yeux de certains, est absolument honteux. Il n'y a pas besoin d'être partisan de l'un des deux côtés pour dire ce qu'on pense d'une répression brutale qui s'abat sur les droits démocratiques. La raison qu'a invoquée l'Équateur pour couper toutes communications à Julian est un simple tweet concernant le président élu de la Catalogne, qui vient d'être emprisonné. La réaction du gouvernement espagnol ne peut être décrite que comme fasciste, et quiconque soutient la démocratie devrait s'y opposer.

Randy Credico : En partie à cause du courageux tweet de Julian, les Allemands ont maintenant relâché Puigdemont et ils ne le livreront pas à l'Espagne. Je crois qu'un certain nombre de facteurs concourent à cette dernière persécution en date de Julian. D'abord son compte-rendu sur la Catalogne, ensuite ce qu'il a dit de la précipitation mise à juger témérairement dans l'affaire Skripal, enfin l'attaque contre lui au parlement. Quelques jours après, ils l'ont « débranché ».

Christine Assange : Le pouvoir aligne. Le combat pour la liberté, dans le monde entier et en tout temps, a été un combat contre le pouvoir corrompu. Nous en sommes arrivés à un stade où nous avons vraiment besoin de pouvoir du peuple

J'aime la citation d'Orwell, qui dit que s'il y a de l'espoir, il est dans le prolétariat. Tout au long de l'histoire, ce ne sont en général pas les dirigeants qui ont assuré nos droits. C'est le peuple qui s'est levé et qui a exigé de ses chefs qu'ils agissent conformément à ses intérêts. Nous sommes à un tournant décisif de l'histoire où, comme l'a dit John (Pilger) nous sommes confrontés à une guerre planétaire en même temps qu'à une guerre contre le journalisme.

Trois pétitions ont déjà été envoyées au président de l'Équateur, une d'un groupe d'anciens officiers du renseignement US qui soutiennent Julian, une d'un groupe d'intellectuels internationaux et une du Mouvement des Travailleurs sans Terres du Brésil. Il est important aussi que nous nous engagions dans des actions telles que celle de la vigile Internet « Reconnectez Julian », où de véritables journalistes d'un peu partout dans le monde et de simples utilisateurs se sont rassemblés et font pression sur les États-Unis pour qu'ils s'abstiennent de forcer l'Équateur à réduire Julian au silence.

Randy Credico : La dernière fois que vous avez parlé à la radio, Christine, vous avez dit : « Nous avons besoin de guerriers de Wikileaks, pas d'angoissés de Wikileaks [jeu de mots sur l'anglais *warriors*, « guerriers » et *worriers*, « angoissés », ndt]

Christine Assange : Nous travaillons à construire un réseau planétaire, pour faire en sorte que les gens puissent rapidement se joindre à des actions planifiées. Nous avons un pseudo sur Twitter : « *Assange Action* », le hashtag « *Reconnect Julian* » et le hashtag « *Unify for J.A.* ». Il faut aussi que nous fassions descendre tout cela dans les rues, parce que c'est là que les changements prennent leur source. Un bon exemple est la veillée historique de citoyens du Royaume Uni à l'extérieur de l'ambassade d'Équateur, qui dure maintenant depuis

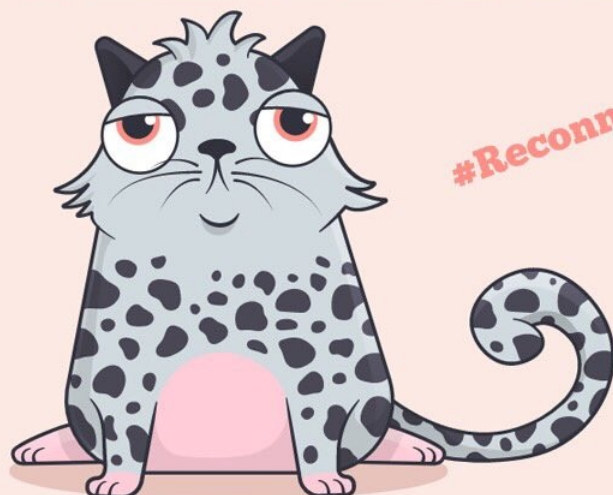
six

ans.

Embassy Cat CryptoKitty

The only Generation 0 WikiLeaks CryptoKitty to be sold

All funds to go to Julian Assange and WikiLeaks legal defence



Il y a eu des tas d'actions de soutien à Julian avant même qu'il aille se réfugier à l'ambassade d'Équateur. L'Équateur a fait preuve de principes, d'éthique et de courage en protégeant Julian. Mais aujourd'hui, avec le changement advenu dans la direction, le gouvernement équatorien subit des pressions extrêmes et semble vaciller.

Randy Credico : Y a-t-il un message que vous voudriez envoyer au président Moreno ?

Christine Assange : Battez-vous pour la souveraineté de votre pays. Vous avez une fabuleuse constitution qui pourrait servir d'exemple de démocratie au monde. Ne laissez pas tomber l'Équateur. Ne laissez pas tomber Julian. Ne laissez pas tomber la notion de presse libre.

Dennis J. Bernstein est l'animateur de *Flashpoints* sur les ondes de Radio Pacifica. Il est l'auteur de [Special Ed: Voices from a Hidden Classroom](#) (« Édition spéciale : Voix en provenance d'une salle de classe cachée ». On peut consulter ses archives audio sur www.flashpoints.net

Article original en anglais : [On the Silencing of Julian Assangen](#)

Traduction : c.l. pour [Les Grosses Orchades](#)



La source originale de cet article est Radio Pacifica / Information Cleaning House
Copyright © [John Pilger](#), [Christine Assange](#), [Dennis Bernstein](#), et [Randyu Credico](#), Radio Pacifica / Information Cleaning House, 2018

Articles Par : [John Pilger](#),
[Christine Assange](#), [Dennis
Bernstein](#), et [Randyu
Credico](#)

A propos :

John Pilger is an award-winning journalist and filmmaker whose articles and documentaries have been published worldwide. For more information on John Pilger, visit his website at www.johnpilger.com

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca